

En termes de travail : terminologie comparée grec-français à partir d'un corpus de l'administration publique

In terms of work:
comparative Greek-French terminology
based on a public administration corpus

Mavina Pantazara

Université nationale et capodistrienne d'Athènes

mavinap@frl.uoa.gr

ORCID : 0000-0002-9963-2635

Eleni Tziafa

Université nationale et capodistrienne d'Athènes

eltziafa@frl.uoa.gr

ORCID : 0000-0002-2268-0639

Angeliki Christopoulou

Université nationale et capodistrienne d'Athènes

angchris@frl.uoa.gr

ORCID : 0000-0002-7231-0863

Abstract

This article presents a comparative study of French and Greek administrative language, as it is used by public administration institutions in their internal communication as well as in their external communication with the citizens. In the present study, we employ a corpus-based contrastive approach, by using bilingual comparable corpora in the subject field of “employment”. First, we present our method concerning the compilation of the comparable corpora and the digital tools used for their processing and analysis;

then, we proceed with the analysis of the textual data from a contrastive perspective. We aim to highlight the morphosyntactic, semantic, and pragmatic aspects that characterize the terms studied across the two languages.

Keywords: comparable corpora, comparative terminology, administrative documents, employment, un-employment, social security

1. INTRODUCTION

L'administration publique exerce l'activité de l'État dans de multiples domaines qui affectent directement la vie des citoyens, tels que la santé publique, la défense nationale, l'économie, les affaires, l'enseignement, la culture, entre autres. La communication par écrit et l'échange d'un nombre important de documents entre les différents organes et services au sein de l'administration, mais aussi entre des services publics et des acteurs externes (citoyens, personnes de droit privé, partenaires sociaux) jouent un rôle primordial dans la fonction efficace du système de l'administration. Comme « documents administratifs » sont considérés différents types de documents émanant des services, établissements et organismes publics : dossiers, rapports, études, comptes rendus, procès-verbaux, statistiques, instructions, circulaires, notes et réponses ministérielles, correspondances, avis, prévisions, codes sources, décisions, décrets, arrêtés (République française, 2016). Selon Anderson, la langue de l'administration est une langue spécialisée qui se rapproche beaucoup du langage juridique et du langage politique (Anderson, 2006, p. 33), alors que Bomati affirme que : « [l]e langage administratif est en effet le résultat et le carrefour de plusieurs langages spécifiques : ceux du droit, de la fiscalité, du budget, de la culture, de l'économie, de l'écologie, etc., auxquels se sont amalgamés d'autres langages comme ceux de l'Europe ou des technologies multicanales. À ces langages se sont encore superposés, au fil des années, des termes propres aux besoins de l'administration. » (Bomati, 2008, p. 7).

La présente étude est basée sur un corpus comparable, constitué de documents de l'administration en grec et en français. Partant du constat que les études de corpus sur le langage administratif sont rares pour le français (notamment, Anderson 2006) et quasiment inexistantes pour le grec, l'intérêt de ce travail réside dans le fait d'explorer les possibilités d'un corpus comparable pour guider la description terminologique comparative. Lors de l'étude des termes désignant un concept spécialisé dans deux langues, le résultat fait souvent ressortir des différences dans le découpage des concepts et dans l'équivalence de leurs termes selon le génie de chaque langue. La recherche terminologique peut alors étudier ces différences et fournir des termes équivalents appropriés (Pavel & Nolet, 2001).

Or les deux systèmes administratifs grec et français partagent des aspects et des principes qui leur sont communs. En effet, les systèmes administratifs d'Europe méridi-

dionale (Grèce, Italie, Espagne, Portugal) « s’inspir[ent] de la tradition napoléonienne et du service public français [...] en se concentrant sur les valeurs sociales et politiques de l’administration telles que l’équité, la solidarité, l’universalité, la neutralité et la légitimité » (Lampropoulou & Oikonomou, 2018, pp. 113-114). Par ailleurs, le domaine étudié est celui de l’emploi (travail, chômage, dialogue social, sécurité sociale, relations au travail), domaine particulièrement affecté dans toute la zone euro pendant la période de la crise économique des années 2010. Cette période a notamment été marquée par des réformes nombreuses et majeures, en particulier dans les domaines de la gestion des finances publiques, des prestations sociales et de la renégociation des relations au travail.

L’article prolonge notre étude sur les termes de la crise économique dans les corpus (Pantazara & Tziafa, 2018) et est organisé en trois sections : d’abord, nous passons en revue certains des principaux modèles terminologiques basés sur les corpus ; ensuite, nous présentons notre méthode de travail et les outils utilisés pour la création et l’analyse de notre corpus ; enfin, nous procédons à l’analyse des données textuelles dans une perspective contrastive, afin de pouvoir mettre en évidence les similitudes et les différences morphosyntaxiques, sémantiques et pragmatiques qui caractérisent les termes étudiés dans les deux langues.

2. ÉTAT DE L’ART : TERMINOLOGIE ET LINGUISTIQUE DE CORPUS

Depuis les années 1990, les chercheurs constatent de plus en plus les limites de la théorie générale de la terminologie (TGT) avec sa triade traditionnelle concept-terme-objet, qui préconise à la fois une démarche onomasiologique – qui consiste à postuler d’abord l’existence d’une entité figée entrant dans une structure de connaissances (le concept) et découvrir, par la suite, les formes linguistiques servant à l’étiqueter (les termes) – et une approche prescriptive – qui demande au terminologue de faire un choix parmi les étiquettes d’un même concept pour en élever une au statut de norme. Ils commencent alors à privilégier des approches empiriques et descriptives qui s’intéressent davantage à la réalité des usages des termes dans les différents contextes de communication.

Aux antipodes de la TGT, les nouvelles approches préconisent une démarche sémasiologique qui fait du terme l’objet central de la terminologie et du corpus le matériau de base du terminologue. Même si elles sont fondées sur des postulats et des objectifs différents, le texte et le discours sont au centre de la recherche terminologique¹. Pour la socioterminologie (Gaudin, 2003), le concept n’est plus une entité

¹ Pour une synthèse plus complète *cf.*, entre autres, L’Homme, 2005 ; Raus, 2013 ; Humbley, 2018.

figée et posée avant la découverte des désignations, mais il se construit à partir du stock lexical fourni par le discours où il subit toutes sortes de tensions et se modifie en fonction de variables sociales. Dans une perspective plus terminographique, l'approche lexico-sémantique (L'Homme, 2004) aborde le terme comme une unité lexicale dont la particularité est d'avoir un sens spécialisé, c'est-à-dire un sens qu'on peut associer à un domaine de la connaissance humaine ; le travail terminologique repose principalement sur un corpus spécialisé, car les textes fournissent les attestations des termes et informent sur leur fréquence et leur répartition. La terminologie textuelle (Bourigault & Slodzian, 1999), née de préoccupations liées à des applications (traitement de corpus spécialisés, élaboration d'ontologies ou autres formalismes destinés à représenter les connaissances), envisage le terme comme le résultat d'une analyse effectuée par le terminologue prenant en compte sa place dans un corpus.

Condamines (2018) résume quatre éléments qui ont favorisé la mise en place de la terminologie textuelle : a) le besoin en ressources terminologiques pour améliorer la recherche d'information, l'extraction d'information, l'archivage ou la traduction; b) l'harmonisation entre les terminologies officielles et la réalité des usages langagiers dans les documentations techniques; c) le développement des outils de traitement automatique de la langue dédiés à des tâches particulières : étiqueteurs morphosyntaxiques, extracteurs de termes-candidats, concordanciers, etc. et d) la réflexion sur le rôle des corpus en linguistique et, particulièrement, en sémantique. De plus, Frérot et Pecman (2021, p. 13) rappellent la place accordée aujourd'hui aux corpus en langues de spécialité : « les recherches appuyées par corpus sont devenues le paradigme quasi incontournable puisque la multiplicité des langues et des discours spécialisés est plus facilement accessible et observable depuis que la linguistique de corpus a mis à disposition des chercheurs des ressources textuelles sur support numérique, et des outils informatiques pour les interroger et les analyser. »

Les corpus fournissent des éléments de la langue qui peuvent être étudiés, systématisés, mesurés quantitativement et analysés qualitativement : ils nous permettent d'observer les mots en contexte, la fréquence de leur utilisation, les liens qu'ils entretiennent avec leur contexte, les collocations, les connotations, leur distribution en fonction du registre ou de la situation d'utilisation. Les données textuelles sont toutefois des « signes » et ne s'interprètent pas par elles-mêmes (Baker, 2006, p. 18). C'est donc au chercheur de comprendre les motifs linguistiques récurrents repérés dans un corpus, d'établir des réseaux collocationnels pertinents, d'observer la préférence sémantique des mots selon leur co-texte habituel, d'interpréter leur prosodie sémantique négative ou positive qui leur est apportée par leur environnement lexical, d'évaluer les raisons de leur présence ou de chercher de nouvelles preuves pour étayer ses hypothèses (Sinclair, 1991, 1996 ; Louw, 1993 ; Stubbs, 2001, entre autres). Par rapport à la terminologie d'un domaine donné, les corpus spécialisés peuvent ainsi servir comme un vaste réservoir non seulement de termes, si l'on veut procéder à leur

extraction et la construction de ressources terminographiques, mais aussi de connaissances conceptuelles, linguistiques et pragmatiques.

3. MÉTHODE DE TRAVAIL : CORPUS ET OUTILS

Les modes d'exploitation d'un corpus varient selon les objectifs fixés. Les données textuelles permettent d'illustrer, de justifier et de valider des affirmations théoriques sur les faits linguistiques, préalablement établies (approche *corpus-based*), ainsi que de formuler des hypothèses en termes de règles et d'usages et d'en tirer des conclusions, appuyées souvent sur des méthodes statistiques (approche *corpus-driven*) (Tognini-Bonelli, 2001). L'analyse que nous adoptons est du second type : à la fois quantitative (calcul des fréquences) et qualitative (interprétation des usages des termes).

Pour la compilation et le traitement de notre corpus, nous avons utilisé la plateforme Sketch Engine (Kilgarriff *et al.*, 2014), qui permet la consultation, la création, la gestion, l'annotation et l'analyse des corpus dans presque une centaine de langues, dont le grec et le français. Cela nous a permis d'avoir recours à une grande gamme d'outils informatisés pour l'analyse de nos données : concordances des mots (*Concordances*), associations entre mots ayant la même distribution (*Thesaurus*), co-occurents récurrents (*Collocation candidates*), constructions syntaxiques et collocations (*Word Sketch*), comparaison des collocations pour une paire de mots (*Word Sketch Difference*), génération des listes de mots (*Wordlists*), extraction des mots-clés (*Keywords*), analyse morphosyntaxique (*Part of Speech Tagging*).

3.1. COMPILATION DU CORPUS COMPARABLE

Le point de départ de notre recherche a été la compilation de notre corpus bilingue. Il s'agit d'un corpus *ad hoc*², c'est-à-dire un ensemble de textes collectés dans le but de recueillir des informations et des données linguistiques pertinentes pour le domaine spécifique à étudier (en l'occurrence, la terminologie du travail). De plus, il s'agit d'un corpus comparable, c'est-à-dire constitué de deux sous-corpus (grec et français) qui ont été créés selon les mêmes critères concernant leur composition, genre et thématique afin de permettre l'étude comparative (Zanettin, 1998 ; McEnery & Hardie, 2012). Ainsi, chaque sous-corpus est constitué à partir de textes qui :

- sont du même genre textuel (circulaires, instructions, décisions ministérielles et documents administratifs généraux),

² Ce type de corpus est désigné sous des noms divers dans la littérature : corpus ad hoc (Aston, 1999), virtual corpus (Holmes-Higgin *et al.*, 1994), special purpose corpus (Pearson, 1998), customized corpus (Austermühl, 2001), disposable corpus (Varantola, 2000), do-it-yourself (DIY) corpus (Zanettin, 2002), entre autres.

- sont de la même variété linguistique (langue standard),
- s’inscrivent dans le même cadre de communication (textes explicatifs ou réglementaires échangés entre services administratifs),
- traitent des thèmes communs (travail, sécurité sociale),
- sont rédigés et publiés pendant la même période (entre 2/1/2010 et 31/12/2018),
- sont extraits de sources similaires (sites web officiels des gouvernements grec et français, *Diavgeia* et *Légifrance* respectivement),
- sont des textes complets et non pas des extraits de textes.

Notre corpus contient 1 765 926 mots et est constitué de 337 documents ; la constitution des deux sous-corpus, français (FR_Emploi) et grec (GR_Emploi), est donnée ci-dessous (tab. 1).

Tableau 1. Statistiques générales des deux corpus (calcul effectué à l’aide de Sketch Engine)

Corpus	Mots	Documents
GR_Emploi	872 245	224
FR_Emploi	938 681	113
Total	1 765 926	337

Source : représentation propre.

Pour les besoins du traitement automatique du corpus, il a été nécessaire, dans un premier temps, de nettoyer les documents collectés des éléments non lexicaux (comme, par exemple, images, symboles, lignes, espaces redondants) et, ensuite, de convertir tous les documents .pdf et .doc en format .txt ainsi que de vérifier leur encodage en UTF-8.

3.2. EXTRACTION DES MOTS-CLÉS ET TERMES SIGNIFICATIFS

Dans l’analyse de corpus, les mots-clés (*keywords*) sont les mots qui présentent une fréquence statistiquement élevée dans un ensemble de textes spécifiques, par rapport à un ensemble de textes de langue générale. Étant donné leur fréquence d’occurrence élevée dans le corpus, la détection de ces mots-clés permet de repérer les candidats-termes. Pour pouvoir extraire la liste des mots-clés, il est nécessaire d’utiliser comme corpus de référence (ou corpus de contrôle) un corpus de langue générale. Pour notre étude, nous avons utilisé à cet effet des corpus disponibles sur Sketch Engine (Greek Web Corpus 2014, French Web Corpus 2018).

L’outil d’extraction des mots-clés à partir d’un corpus donné permet de mieux connaître le matériau textuel et de voir immédiatement ce qui y est statistiquement significatif. Les listes suivantes comportent les 50 mots-clés les plus fréquents dans chaque sous-corpus (tab. 2 pour le grec, tab. 3 pour le français).

Tableau 2. Liste fréquentielle des mots-clés ordonnés par ordre décroissant (GR_Emploi)

Lemme	PoS	Nombre d'occurrences	Lemme	PoS	Nombre d'occurrences
άρθρο (article)	N	5163	δημόσιος (public)	A	1581
εργασία (travail)	N	4315	ειδικός (spécial)	A	1570
ασφάλιση (assurance)	N	3976	χρόνος (an)	N	1510
υπηρεσία (service)	N	3445	επιχείρηση (entreprise)	N	1499
διάταξη (disposition)	N	3416	υπουργείο (ministère)	N	1489
περίπτωση (cas)	N	3342	παρών (présent)	A	1475
έτος (année)	N	3334	αίτηση (demande)	N	1464
κοινωνικός (social)	A	3124	εισφορά (cotisation)	N	1460
φορέας (organisme)	N	2594	ασφαλιστικός (d'assurance)	A	1381
έργο (projet)	N	2546	ταμείο (caisse)	N	1352
σύνταξη (retraite)	N	2479	σχετικός (relatif)	A	1337
έλεγχος (contrôle)	N	2465	κατάρτιση (formation)	N	1329
πρόγραμμα (programme)	N	2112	ισχύω (être en vigueur)	V	1324
απόφαση (décision)	N	2056	αρμόδιος (responsable)	A	1320
ασφαλιζώ (sécuriser)	V	2006	υλοποίηση (réalisation)	N	1318
ποσό (montant)	N	1965	λαμβάνω (prendre)	V	1285
εφαρμογή (application)	N	1910	μέλος (membre)	N	1272
αρχή (autorité)	N	1836	ευρωπαϊκός (européen)	A	1235
σύστημα (système)	N	1817	απασχόληση (emploi)	N	1231
στοιχείο (élément)	N	1746	αφορώ (concerner)	V	1216
σύμβαση (contrat)	N	1707	ημέρα (journée)	N	1208
γενικός (général)	A	1618	επιτροπή (commission)	N	1204
δραστηριότητα (activité)	N	1616	διαδικασία (procédure)	N	1199
παροχή (prestation)	N	1598	ανάδοχος (soumissionnaire)	N	1183
διαχείριση (gestion)	N	1596	υποβολή (soumission)	N	1174

Source : représentation propre.

Tableau 3. Liste fréquentielle des mots-clés ordonnés par ordre décroissant (FR_Emploi)

Lemme	PoS	Nombre d'occurrences	Lemme	PoS	Nombre d'occurrences
travail	N	6227	établissement	N	1298
article	N	4157	disposition	N	1298
emploi	N	3903	régional	A	1276
social	A	3277	décision	N	1260
compte	N	3176	état	N	1233
entreprise	N	2955	national	A	1225

Lemme	PoS	Nombre d'occurrences	Lemme	PoS	Nombre d'occurrences
professionnel	A	2662	permettre	V	1189
service	N	2550	condition	N	1183
jeune	A	2482	application	N	1176
salaré	N	2153	relatif	A	1175
employeur	N	2151	mettre	V	1173
code	N	2132	prendre	V	1168
public	N	2118	projet	N	1165
formation	N	1963	charge	N	1164
action	N	1918	information	N	1141
numéro	N	1791	personne	N	1135
contrat	N	1674	concerner	V	1130
activité	N	1635	prestation	N	1129
titre	N	1571	santé	N	1122
exercice	N	1508	œuvre	N	1118
sécurité	N	1492	local	A	1095
organisme	N	1472	mission	N	1081
cadre	N	1394	accompagnement	N	1050
général	A	1387	demande	N	1025
droit	N	1375	département	N	1025

Source : représentation propre.

Dans un corpus comparable, il est, de plus, nécessaire de repérer les mots-clés qui présentent plus ou moins le même taux de fréquence dans les deux sous-corpus, ce qui statistiquement est encore plus significatif (Brezina, 2018). Dans les deux tableaux ci-dessus (1 et 2), les mots-clés de ce type (appelés *lockwords*) sont marqués en gras et représentent des termes liés au domaine du « travail » :

- (i) des substantifs tels que : *εργασία/travail*, *πηρεσία/service*, *σύμβαση/contrat*, *απασχόληση/emploi*, *επιχείρηση/entreprise*, *κατάρτιση/formation*, *έργο/œuvre*, *αίτηση/demande*, *φορέας/organisme*, *πρόγραμμα/projet*, *απόφαση/décision* ;
- (ii) des adjectifs tels que : *κοινωνικός/social*, *δημόσιος/public*, *σχετικός/relatif* ;
- (iii) des verbes tels que : *λαμβάνω/prendre*, *αφορώ/concerner*.

Les termes qui ont été retenus pour être étudiés en parallèle sont des paires de termes équivalents : *εργασία* et *απασχόληση* vs *travail* et *emploi*, *ασφάλιση* et *ασφάλεια* vs *sécurité* et *assurance*, *χόμωγε* vs *ανεργία* (tab. 4). Ces termes ont été choisis :

- d'une part, pour leurs relations sémantiques au niveau intralinguistique : quasi synonymique pour *travail-emploi*, antonymique pour *travail-chômage*, associative pour *travail-assurance* ;
- d'autre part, pour le fait d'avoir deux termes disponibles dans chaque langue et les équivalences qui pourraient se nouer entre eux au niveau interlinguis-

tique : *εργασία* et *απασχόληση* vs *travail* et *emploi*, *ασφάλιση* et *ασφάλεια* vs *sécurité* et *assurance*.

Tableau 4. Statistiques des termes étudiés (calcul effectué à l'aide de Sketch Engine)

Terme GR	Nombre d'occurrences	Fréquence par million	Terme FR	Nombre d'occurrences	Fréquence par million
εργασία	4 315	0.37	travail	6 228	0.56
απασχόληση	1 231	0.11	emploi	3 903	0.35
ασφάλιση	3 976	0.34	assurance	552	0.049
ασφάλεια	746	0.065	sécurité	1 492	0.13
ανεργία	239	0.021	chômage	264	0.024

Source : représentation propre.

4. ANALYSE ET COMPARAISON DES DONNÉES TEXTUELLES

Notre analyse porte sur la combinatoire lexicale autour des termes examinés et les connotations éventuelles qui se présentent dans chacune des deux langues. Pour ce faire, nous observons les co-occurents autour de chaque terme. En examinant les syntagmes nominaux, composés de deux lexèmes autour d'un mot-clé (représentant ici un terme), il ressort que la majorité des termes complexes entrent dans les constructions morphosyntaxiques suivantes :

(a) pour le grec :

A N : adjectif + nom (e.g. *αδήλωτη εργασία*, *εθνική σύνταξη*, *ασφαλιστική εισφορά*)

NNgén : nom + nom au génitif (e.g. *επιθεώρηση εργασίας*, *επιδότηση ανεργίας*)

(b) pour le français :

NA : nom + adjectif (e.g. *formation continue*, *sécurité sociale*)

N Prép N : nom + préposition + nom (e.g. *congé de travail*, *sécurité au travail*)

Pour notre analyse, nous avons considéré : a) la fréquence des termes attestés, b) l'indice de score statistique *log-dice*³ comme marqueur de leur « termicité », c) leur préférence sémantique selon les collocations plus étendues qui se développent vers la droite ou vers la gauche des termes examinés et d) leur prosodie sémantique positive ou négative.

³ L'indice *log-dice* est un score statistique qui exprime la spécificité (en l'occurrence, la « termicité ») d'une collocation donnée, mesurée à partir de la fréquence du mot-clé (ici, le terme simple) et de son co-occurent, ainsi que de la fréquence du syntagme entier, sans pour autant être affecté par la taille du corpus.

4.1. GR ΕΡΓΑΣΙΑ, ΑΠΑΣΧΟΛΗΣΗ – FR TRAVAIL, EMPLOI

Tout d’abord, nous examinons les deux paires de termes dans chaque langue : *εργασία* (4 315 occurrences), *απασχόληση* (1 231) pour le grec ; *travail* (6 228), *emploi* (3 903) pour le français. Il s’agit en effet de paires de quasi-synonymes, ayant la même distribution et apparaissant dans les mêmes contextes, comme il peut être constaté à l’aide de l’outil Thesaurus (fig. 1).

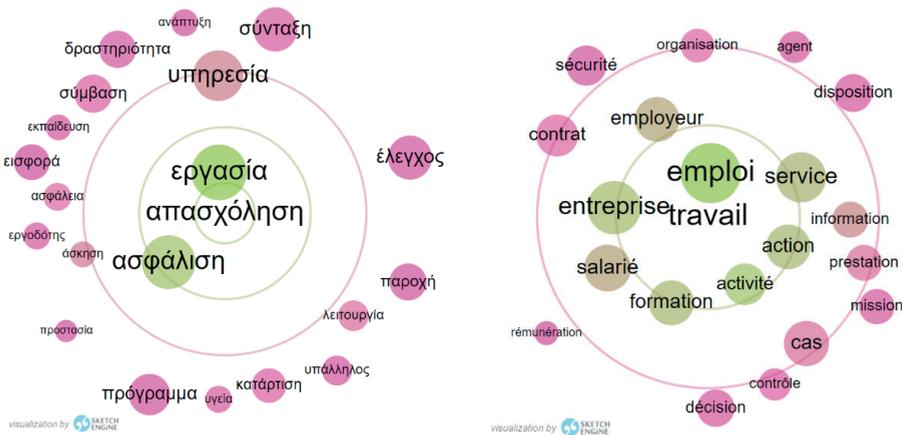


Figure 1. Visualisation de la proximité sémantique des termes grecs *εργασία* et *απασχόληση* et des termes français *travail* et *emploi* par rapport à leur contexte d’apparition (Thesaurus)

Source : Sketch Engine.

Si, pour le grec, un autre terme apparaissant dans des contextes similaires est *ασφάλιση* (assurance), les termes français sont plus variés, tels que : *entreprise*, *service*, *employeur*, *salié*, *formation*, *activité*, *action*.

Pour comparer les paires de termes révélés ainsi comme quasi-synonymes (*εργασία* vs *απασχόληση* pour le grec ; *travail* vs *emploi* pour le français), nous avons utilisé l’outil Word Sketch Difference qui met en évidence leurs différences à partir de leurs constructions syntaxiques respectives (fig. 2 pour le grec, fig. 3 pour le français).

En observant la colonne des adjectifs qui apparaissent à côté des deux termes grecs examinés (fig. 2, 2^e colonne : a_modifier), nous constatons que, à part les termes complexes formés avec le même adjectif, *υπερωριακή εργασία* – *υπερωριακή απασχόληση*, dénotant les heures supplémentaires de travail, la répartition des autres adjectifs tranche entre une prosodie sémantique plus ou moins négative pour *εργασία* (*ανθυγιεινή εργασία*, *αδήλωτη εργασία*, *ανασφάλιστη εργασία*) et une prosodie sémantique neutre ou positive pour *απασχόληση* (*βιοποριστική εργασία*, *ενεργητική απασχόληση*, *προσωρινή απασχόληση*, *μερική απασχόληση*, *πλήρης απασχόληση*).

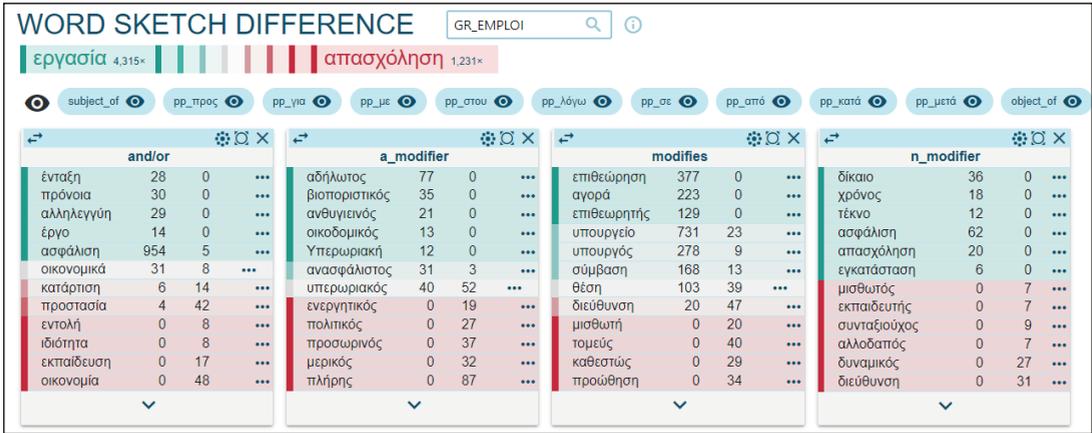


Figure 2. Différences entre les termes grecs *εργασία* et *απασχόληση* (GR_Emploi, Word Sketch Difference)

Source : Sketch Engine.

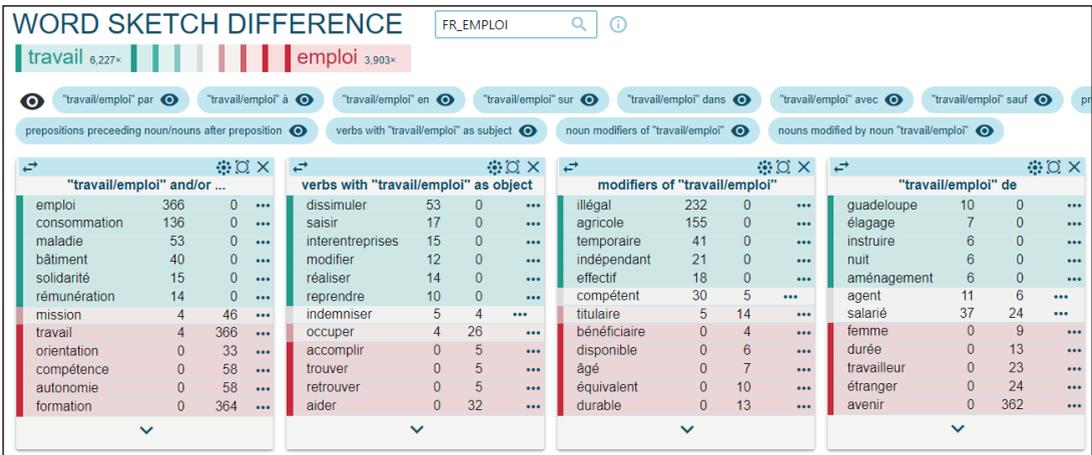


Figure 3. Différences entre *travail* et *emploi* (FR_Emploi, Word Sketch Difference)

Source : Sketch Engine.

Parmi les termes complexes formés avec *εργασία*, le plus fréquent est *αδήλωτη εργασία* (travail non déclaré). Défini comme « toute activité rémunérée de nature légale, mais non déclarée aux pouvoirs publics, [...] tenant compte des différences entre les systèmes réglementaires des États membres »⁴, le *travail non déclaré* constitue

⁴ Commission européenne (24.10.2007), « Intensifier la lutte contre le travail non déclaré », Communication de la Commission au Conseil, au Parlement européen, au Comité économique et social européen et au Comité des Régions, COM (2007) 628, <https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/HTML/?uri=CELEX:52007DC0628> [accès : 19.12.2022].

une des formes d'emploi illicites, clandestines ou contestables attestées dans les deux sous-corpus : *αδήλωτη εργασία* (travail non déclaré), *παράνομη εργασία* (travail illégal), *ανασφάλιστη εργασία* (travail non assuré) en grec, *travail illégal*, *travail dissimulé*, *travail non déclaré* en français. Une série de co-occurents de ces termes expriment la prise d'action de la part de l'État pour lutter contre le travail illégal. Ainsi, nous relevons les substantifs grecs *πάταξη* (suppression), *καταπολέμηση* (lutte), *ανάσχεση* (réduction), *περιορισμός* (restriction) et les substantifs français *répression*, *inspection*, *lutte* (cf. *lutte contre le travail illégal*, *lutte contre le travail dissimulé*). Cette métaphore du combat, de la lutte contre l'illégalité est commune aux deux langues. Cependant, nous observons que c'est seulement en français que sont plus fréquents les contextes concernant l'infraction aux lois (*infractions de travail illégal*, *fraude constitutive de travail illégal*) et les sanctions imposées (*sanctions administratives pour travail illégal*, *législation sur la répression du travail illégal*).

Les termes complexes formés avec *απασχόληση* tels que *προσωρινή απασχόληση* (emploi intermittent), *μερική απασχόληση* (emploi à temps partiel), *πλήρης απασχόληση* (emploi à temps plein) portent sur les différentes formes d'emploi selon la durée ou les heures de travail – trait lié à la précarité des emplois pendant et après la crise économique. Cependant, les deux termes les plus fréquents sont *διατηρήσιμη απασχόληση* (équivalent au terme *emploi durable* rencontré dans le sous-corpus français) et *ασφαλιστέα απασχόληση* (emploi qui donne droit à une sécurité sociale, mais sans équivalent exact en français). Dans les deux cas, il s'agit d'adjectifs verbaux, avec des connotations clairement positives, désignant un aspect désirable et souhaité concernant l'emploi.

De même, l'objectif visé par l'administration publique française semble être d'orienter vers un emploi de longue durée, en encourageant la formation continue et le développement des capacités des personnes à la recherche d'un emploi, comme nous le constatons également dans le sous-corpus grec. En général, *emploi* – à l'exception du terme *emploi titulaire* qui dénote un poste permanent dans le secteur public – est relié à une activité plus ou moins précaire et apparaît associé à des groupes sociaux spécifiques, par exemple *femme* ou *âgé* (cf. *συνταξιούχος* (retraité) dans le sous-corpus grec). Cette aspiration pour la stabilité de la vie professionnelle des citoyens est également reflétée dans des termes complexes tels que *emploi de longue durée*, *nouvel emploi*, *emploi d'avenir*. Toutefois, le terme complexe le plus fréquent dans cette liste est *emploi durable*. Prenons à titre indicatif l'exemple qui apparaît en premier dans la table des concordances ci-dessous (fig. 4) et qui résume la nécessité de formation et de valorisation des compétences afin d'obtenir un poste de travail stable et bien rémunéré, i.e. un *emploi durable* :

Dans ce cadre, les acteurs locaux organisent le suivi du jeune à l'issue de l'emploi d'avenir, la mobilisation des outils du service public de l'emploi, des passerelles pour l'accès à la formation ou aux autres dispositifs de l'emploi, l'orientation vers un autre **emploi durable**, en valorisant les compétences et qualifications transférables acquises pendant l'emploi d'avenir.

The screenshot shows a concordance tool interface. At the top, there is a search bar containing 'FR_EMPLOI'. Below it, a blue bar indicates 'CQL durable + emploi • 13' and '11.65 per million tokens • 0.0012%'. The main area displays a list of document excerpts (doc#) with the term 'emploi durable' highlighted in red. The excerpts are numbered 1 through 9. The interface also includes navigation buttons like 'Left context', 'KWIC', and 'Right context', and a 'KWIC' button on the right side.

Figure 4. Concordances du terme *emploi durable* (FR_Emploi, Concordances)

Source : Sketch Engine.

En examinant également les substantifs qui apparaissent coordonnés avec un des deux termes grecs *εργασία* / *απασχόληση* (fig. 2, 1^{re} colonne : and/or), nous constatons que pour *εργασία* un taux de presque d'un millier d'occurrences (954) appartient seul au terme *ασφάλιση* (assurance). Or, pour *απασχόληση* l'accent est mis sur les aspects aussi bien économiques que sociaux, reliés à la conservation d'un emploi, la rémunération (*οικονομικά*), la sécurité (*ασφάλιση*), la solidarité (*αλληλεγγύη*), l'intégration (*ένταξη*) et la protection sociale (*πρόνοια*). Pour ce faire, la formation (*κατάρτιση, εκπαίδευση*) est jugée nécessaire afin de pouvoir disputer un poste mieux payé, permanent ou à temps plein.

Dans les deux sous-corpus, enfin, il semble que l'État se préoccupe particulièrement des conditions de travail des citoyens (*conditions de travail, santé au travail, vie au travail, pénibilité au travail, qualité de vie au travail*). Les références aux aspects dangereux et transgressifs du travail sont également fréquentes (*accidents de travail et maladies professionnelles*), alors qu'un autre aspect à réglementer concerne le travail lourd et malsain (*βαριά και ανθυγιεινή εργασία*). Il est donc fait référence au travail agricole (*αγροτικές εργασίες*), aux travaux en plein air (*υπαίθριες εργασίες*), ainsi qu'au travail dans le secteur du bâtiment (*οικοδομικές εργασίες*), où les conditions sont particulièrement difficiles.

4.2. GR ΑΣΦΑΛΙΣΗ, ΑΣΦΑΛΕΙΑ – FR SÉCURITÉ, ASSURANCE

Les deux termes grecs présentent, tout d'abord, une différence considérable de fréquence : *ασφάλιση* (3 976) vs *ασφάλεια* (746). Ensuite, alors que les co-occurents du premier indiquent qu'il est utilisé surtout dans le domaine du travail (*εργασία*), ceux du second montrent qu'il est principalement lié au secteur de la santé (*υγεία*) (fig. 5, 1^{re} colonne : and/or).

La différence de fréquence entre les deux termes français est cependant moins marquée : *sécurité* (1 492) vs *assurance* (552). Comme pour la paire des termes grecs, nous constatons que le terme *sécurité* est surtout associé au domaine de la santé et de

l'administration (*santé, hygiène, condition, indemnité*), tandis que le terme *assurance* est associé à l'emploi et à l'économie (*allocation, prestation, période, résidence, banque, privilèges, etc.*) (fig. 6, 3^e colonne : and/or). À partir de cette observation, on pourrait alors établir une équivalence interlinguistique entre *ασφάλιση* – *assurance* et *ασφάλεια* – *sécurité* (à quelques exceptions près que l'on va examiner par la suite).

WORD SKETCH DIFFERENCE GR_EMPLOI

ασφάλιση 3.975x ασφάλεια 745x

pp_για pp_με pp_σπου pp_λόγω pp_σε pp_κατά object_of pp_ανά pp_βάσει

and/or	a_modifier	modifies	n_modifier
αλληλεγγύη 444 0 ...	επικουρικός 208 0 ...	χρόνος 550 0 ...	ΕΤΑΑ 30 0 ...
παροχή 26 0 ...	κύριος 179 0 ...	έτος 380 0 ...	αρμοδιότητα 32 0 ...
ηλικία 24 0 ...	υποχρεωτικός 104 0 ...	ημέρα 250 0 ...	ΕΦΚΑ 18 0 ...
δημόσιος 23 0 ...	προαιρετικός 50 0 ...	φορέας 251 0 ...	τομέας 21 0 ...
εργασία 954 7 ...	διαδοχικός 31 0 ...	συνέχιση 73 0 ...	μηχανικός 12 0 ...
πρόνοια 324 4 ...	κοινωνικός 1.380 51 ...	κλάδος 69 0 ...	προσωπικό 21 0 ...
υγεία 7 292 3 ...	επαγγελματικός 26 3 ...	θέμα 34 28 ...	εργαζόμενος 4 58 ...
εργοδότης 0 4 ...	οδικός 0 3 ...	επιθεώρηση 0 38 ...	εργάτης 0 3 ...
λειτουργία 0 4 ...	πολιτικός 0 3 ...	υπόδειξη 0 16 ...	Ελλάς 0 5 ...
υπείσος 0 3 ...	προσωπικός 0 4 ...	επιβουρτητής 0 26 ...	ερασιώσις 0 3 ...
αθλητής 0 4 ...	Τεχνικούς 0 3 ...	μέτρο 0 28 ...	σύστημα 0 14 ...
υγιεινός 0 25 ...	τεχνικός 0 152 ...	καθήκον 0 49 ...	ΟΠΣ-ΣΕΠΕ 0 7 ...

Figure 5. Différences entre *ασφάλιση* et *ασφάλεια* (GR_Emploi, Word Sketch Difference)

Source : Sketch Engine.

WORD SKETCH DIFFERENCE FR_EMPLOI

σécurité 1.492x assurance 552x

"σécurité/assurance" pour nouns modified by noun "σécurité/assurance" prepositions preceding noun/hours after preposition pronominal possessors of "σécurité/assurance" "σécurité/assurance" en "σécurité/assurance" par

"σécurité/assurance"	"σécurité/assurance" à	"σécurité/assurance" and/or ...	verbs with "σécurité/assurance" as object	modifiers of "σécurité/assurance"	"σécurité/assurance" de
pyrotechnie 2 0 ...	travail 54 0 ...	santé 108 0 ...	approuver 4 0 ...	social 969 15 ...	travailleur 20 0 ...
accident 0 2 ...		hygiène 17 0 ...	priver 11 0 ...	complémentaire 0 2 ...	employé 2 0 ...
maternité 0 6 ...		condition 14 0 ...	préétablir 2 0 ...	personnel 0 2 ...	mineur 2 0 ...
vieillesse 0 12 ...		mon sieur 6 0 ...	dire 3 0 ...	civil 5 0 ...	utilisateur 2 0 ...
chômage 0 17 ...		indemnité 5 0 ...	énumérer 2 0 ...	mutuel 0 4 ...	échange 3 0 ...
maladie 0 37 ...		organisme 15 2 ...	juger 2 0 ...	automobile 0 6 ...	personne 7 0 ...
		allocation 4 9 ...	mentionner 10 0 ...	volontaire 0 24 ...	transport 2 0 ...
		prestation 0 2 ...	conclure 2 0 ...		système 2 0 ...
		période 0 3 ...	signer 2 0 ...		soin 2 0 ...
		résidence 0 4 ...	modifier 2 0 ...		résultat 2 0 ...
		banque 0 3 ...	accomplir 0 2 ...		groupe 0 3 ...
		privilèges 0 3 ...	souscrire 0 5 ...		création 0 3 ...

Figure 6. Différences entre *sécurité* et *assurance* (FR_Emploi, Word Sketch Difference)

Source : Sketch Engine.

À travers les adjectifs qui apparaissent avec les termes *ασφάλιση* (fig. 5) et *assurance* (fig. 6) se dessinent les différents types d'assurance existant en Grèce : *κύρια ασφάλιση* (assurance principale), *υποχρεωτική ασφάλιση* (assurance obligatoire), *προαιρετική ασφάλιση* (assurance facultative), *μεικτή ασφάλιση* (assurance mixte), *διαδοχική ασφάλιση* (assurance successive), *παράλληλη ασφάλιση* (assurance parallèle), *επικουρική ασφάλιση* (assurance complémentaire) et en France : *assurance volontaire*, *assurance mutuelle*, *assurance obligatoire*, *assurance facultative*, *assurance personnelle*. On constate qu'il y a plus ou moins des équivalences entre les deux systèmes

administratifs, même si ce n'est pas valable pour toutes les catégories d'assurance. Or, nous avons noté une différence quant au terme *επικουρική ασφάλιση* qui désigne une cotisation supplémentaire qui permet à la personne directement assurée d'augmenter le montant de sa retraite et qui n'a pas d'équivalent dans le système français ; par contre, le syntagme *assurance complémentaire* attesté une seule fois dans FR_Emploi désigne une forme d'assurance maladie, comme le montre l'exemple tiré du corpus :

Les dépenses de soins de santé (optique, dentaire, prothèses auditives...) nécessitent d'avoir une **assurance complémentaire santé** qui prend en charge tout ou partie des dépenses non couvertes par l'assurance maladie obligatoire.

Dans les deux sous-corpus, il est fait référence à *υποχρεωτική ασφάλιση/assurance obligatoire*, *προαιρετική ασφάλιση/assurance facultative*, mais aussi à *ασφάλιση ασθενείας/assurance maladie*. Par ailleurs, les deux termes équivalents dans les deux langues, *κοινωνική ασφάλιση/sécurité sociale*, désignent un mécanisme obligatoire et institutionnalisé visant à protéger les travailleurs et à les couvrir contre différents risques (*ασφαλιστικούς κινδύνους*) entraînant une incapacité de travail (maladie, invalidité, décès, accident du travail, chômage, maternité). La sécurité sociale, commune aux deux systèmes administratifs, constitue une expression de la solidarité sociale et nationale, un principe de l'État social pour assurer les conditions minimales du niveau de vie des citoyens.

En français, seul le terme *sécurité* apparaît directement associé au *travail* pour former le terme *sécurité au travail* (fig. 6, 2^e colonne). Parmi les termes formés avec des adjectifs, à part bien sûr la *sécurité sociale* (969 occurrences), on trouve aussi : *sécurité pyrotechnique*, *sécurité civile*, *sécurité physique*, *sécurité morale*. Les termes formés avec des substantifs, quant à eux, font référence à la sécurité de groupes socio-professionnels spécifiques (*sécurité des salariés*, *sécurité des travailleurs*, *sécurité des jeunes mineurs*).

Pour *assurance* on relève des co-occurents tels que *accident*, *maternité*, *vieillesse*, *chômage*, *maladie* (fig. 6, 1^{re} colonne : noun modifieurs), se référant principalement aux prestations financières fournies dans le cadre de la sécurité sociale aux travailleurs et aux citoyens qui remplissent les conditions préalables d'une couverture en cas d'accident, de maladie, de retraite, d'accouchement, etc.

Dans les deux sous-corpus, la *santé* (*υγεία*), la *providence* (*πρόνοια*), la *solidarité* (*αλληλεγγύη*) sont de première importance. Il existe également des références communes à la sphère économique, et notamment aux cotisations (*εισφορές*) et aux allocations (*επιδόματα*).

4.3. GR ANEΠΓΙΑ – FR CHÔMAGE

Dans les deux langues, nous observons que la notion du « chômage » a des représentations différentes, liées plus souvent à *επιδότηση* (allocation) pour le terme grec *ανεργία*, et à *assurance* pour le terme français *chômage* (fig. 7).

À l'aide de l'outil Thesaurus, nous pouvons observer d'autres mots négatifs qui apparaissent dans le même contexte que *chômage*, notamment *maladie* – mais aussi, par extension, *santé* – ainsi que *vieillesse*, *maltraitance*, *détachement*, *accident* ; on trouve aussi des mots qui concernent d'autres aspects du travail tels que *mobilité*, *recrutement*, *circulation* (fig. 9).

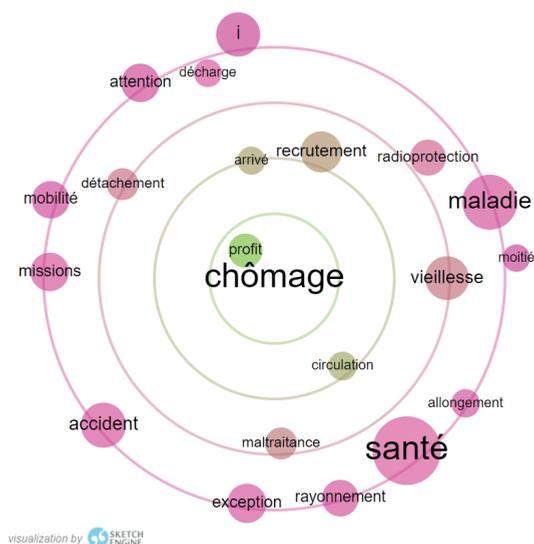


Figure 9. Mots apparaissant dans le même contexte que le terme *chômage* (FR_Emploi, Thesaurus)

Source : Sketch Engine.

En Grèce, le chômage est susceptible d'être plus ou moins prolongé ou répété, par exemple *τακτική ανεργία* (chômage régulier), *συνεχόμενη ανεργία* (chômage continu), *μακροχρόνια ανεργία* (chômage de longue durée) ; la situation devient encore plus grave si le chômage affecte plusieurs membres de la même famille comme dans *ταυτόχρονη ανεργία αμφότερων συζύγων* (chômage simultané des deux conjoints). Dans les documents grecs, il est également question du taux de chômage, par exemple *υψηλή ανεργία* (chômage élevé), alors que nombreux sont les chômeurs qui ont droit à une allocation ou une aide de l'État, par exemple *επιδοτούμενη ανεργία* (allocation chômage), *βοήθημα* (aide), *επίδομα* (allocation), *δώρο* (cadeau). L'administration fixe alors des critères pour définir et gérer le chômage : *κριτήρια της συνεχόμενης ανεργίας* (critères du chômage continu), *κριτήρια μακροχρόνιας ανεργίας* (critères du chômage de longue durée), *χρόνος συνεχόμενης εγγεγραμμένης ανεργίας ωφελουμένου* (temps de chômage continu enregistré du bénéficiaire) (fig. 10).

La durée de chômage est, d'ailleurs, une préoccupation majeure pour les deux systèmes administratifs, grec et français. Si le terme *chômage de longue durée* correspond au terme grec *μακροχρόνια ανεργία*, il semble que la question de la durée, en

France, se pose de manière différente : dans le sous-corpus français, il est plutôt question de *chômage saisonnier* ou *chômage partiel*, ainsi que de *période(s) de chômage*. En revanche, aucune référence n'est faite dans le sous-corpus grec au *chômage saisonnier*, malgré le fait que celui-ci touche particulièrement les travailleurs du secteur du tourisme.

WORD SKETCH GR_EMPLOI

ανεργία as noun 239x

pp_στου pp_για pp_βάσει subject_of pp_με pp_σε

a_modifier	n_modifier	modifies	and/or
τακτικός νέα επιδότηση τακτικής ανεργίας και εξυπηρέτησης εργαζομένων	αμφότερος AMEA, ταυτόχρονη ανεργία αμφότερων συζύγων κ.λπ.	επιδότηση ειδικής επιδότησης ανεργίας	δώρο Για τους Λογαριασμούς Ανεργίας και Δώρου (ήτοι το
ψηλός Δήμιος θύλακες υψηλής ανεργίας, συμπεριλαμβανομένης της	ωφελουμένου συνεχόμενης εγγεγραμμένης ανεργίας ωφελουμένου, με ανιστά	θύλαξ σε 17 Δήμιος θύλακες υψηλής ανεργίας, συμπεριλαμβανομένης της	επανασύνδεση ανεργίας και την επανασύνδεση
συνεχόμενος Διάκριση συνεχόμενης ανεργίας	τύπος τον Λογαριασμό Ανεργίας Τεχνικών Τύπου Αθηνών και Θεσσαλονίκης	θύλακες κοινωνιφελούς χαρακτήρα (Θύλακες ανεργίας	πάταξη ανεργίας, την πάταξη
επιδοτούμενος επιδοτούμενης ανεργίας	ομάδα άμεση αντιμετώπιση της ανεργίας πληθυσμιακών ομάδων που πλήττονται	βοήθημα για βοήθημα ανεργίας). Ασφαλιστικές	ασθένεια ασθένειας ή ανεργίας
ταυτόχρονος όπως AMEA, ταυτόχρονη ανεργία αμφότερων συζύγων κ.λπ.	εργαζόμενος Πρόγραμμα ειδικής επιδότησης ανεργίας εργαζομένων στην Ελληνική Βιομηχανία	λογαριασμός Λογαριασμό Ανεργίας	αύξηση ανεργίας, την αύξηση
μακροχρόνιος Κριτήρια μακροχρόνιας ανεργίας	προσωπικό ήτοι το Λογαριασμό Ανεργίας Προσωπικού Ημερησίων Εφημεριδών Αθηνών	αντιμετώπιση αφενός την άμεση αντιμετώπιση της ανεργίας πληθυσμιακών ομάδων που	διαβίωση διαβίωσης, της ανεργίας
Συνεχόμενη Συνεχόμενη Ανεργία	οργανισμός ανεργίας του Οργανισμού	επίδομα επίδομα ανεργίας	ηλικία ανεργίας και της ηλικίας
νέος Νέας Τακτικής Ανεργίας	παραγράφος ανεργίας της παραγράφου	δέλτιο δέλτιο ανεργίας	στήριξη ανεργίας και τη στήριξη
	απόφαση ανεργίας της παρούσας απόφασης	επίδομα επίδομα ανεργίας	τέλος ανεργίας και τέλος
	άρθρο προγράμματος ειδικής επιδότησης ανεργίας του άρθρου 33 του ν	μήνας ορθότητα των δηλωμένων μηνών ανεργίας. Η ανακρίβεια	επίδομα ανεργίας ή οικογενειακά επίδοματα
	ηλικία ανεργίας των νέων ηλικίας	μητρώο είναι εγγεγραμμένοι στα Μητρώα Ανεργίας του ΟΑΕΔ	πρόταση ανεργίας και οι προτάσεις
		εγγραφή μεταφέρουν την εγγραφή της ανεργίας τους στο ειδικό	εκπαίδευση ανεργία, εκπαίδευση
		ανάσχεση ανάσχεσης της ανεργίας	

Figure 10. Mots co-occurents du terme *ανεργία* (GR_Emploi, Word Sketch)

Source : Sketch Engine.

Un certain nombre de termes, impliquant en particulier une variété de substantifs déverbaux, désignent la surveillance, le contrôle et les modes d'action entrepris par l'État pour faire face au phénomène du chômage dans chacun de ces deux systèmes sociopolitiques. Ainsi, dans le sous-corpus grec, la gestion du chômage comprend : *βεβαίωση* (attestation), *καταγραφή* (enregistrement), *έλεγχος* (contrôle), *αντιμετώπιση* (traitement), *ανάσχεση* (réduction), *μείωση* (diminution). De même, dans le sous-corpus français, le chômage est associé à des pratiques telles que : *expérimentation ter-*

ritoriale, attestation d'assurance, nouvelles solutions, aide légale ou conventionnelle. Néanmoins, l'idée d'une politique assimilée à une lutte organisée, pour éradiquer le problème, est commune aux deux sous-corpus : *καταπολέμηση της ανεργίας/lutte contre le chômage.*

Le sous-corpus français contient plusieurs références au taux de chômage selon les différentes catégories sociales : *taux de chômage des femmes, taux de chômage des jeunes, taux de chômage des personnes handicapées, taux de chômage des étrangers non-communautaires.* Le sous-corpus grec, en revanche, ne contient qu'une seule référence, bien que beaucoup plus générique, telle que *άμεση αντιμετώπιση της ανεργίας πληθυσμιακών ομάδων που πλήττονται* (action immédiate pour lutter contre le chômage parmi les groupes de population touchés).

L'objectif des différentes mesures sur le chômage telles qu'elles sont représentées dans le sous-corpus grec, par exemple *μοριοδότηση* (attribution de points de priorité), *αντιμετώπιση* (traitement), *επιδότηση* (allocation) *της ανεργίας*, est de soulager les chômeurs de longue durée, par exemple *προσωπικό της Ελληνικής Βιομηχανίας Ζάχαρης* (personnel de l'industrie sucrière grecque), *ανεργία προσωπικού ημερησίων εφημερίδων Αθηνών* (chômage du personnel des quotidiens d'Athènes), ou de renforcer un groupe de population spécifique affecté par de violents changements économiques et sociaux, voir par exemple *συνεχόμενη ανεργία* (chômage continu), *οικονομική κρίση και μακρά ύφεση* (crise économique et longue récession). En revanche, en France, l'allocation de chômage est réservée aux apprentis ou aux nouveaux entrants sur le marché du travail, à ceux qui travaillent de manière intermittente en raison de la nature de leur travail, comme, par exemple, les travailleurs du secteur du spectacle (*apprentis/intermittents du spectacle*) et à ceux qui ont perdu leur emploi.

5. CONCLUSION

L'étude terminologique comparée que nous avons entreprise à partir d'un corpus comparable grec-français nous a révélé les axes les plus importants présents dans les textes recensés sur le champ sémantique du « travail ». Comme il s'agit de textes administratifs publiés dans les deux pays pendant la même période de la crise économique des années 2010-2018, nous avons pu constater que le discours autour du travail (lois, actions, réformes, mesures) est d'une actualité brûlante. Dans les deux pays, il est question de *travail* illégal, de *chômage* de longue durée, de recherche des *emplois* durables, de dispositifs de *sécurité* sociale et d'*assurances* (maladie, accident, grossesse, invalidité, etc.), de *formation* comme moyen pour améliorer son statut professionnel. En revanche, les principales différences entre les deux systèmes concernent plutôt les conditions sociales qui sont propres à chaque pays. En Grèce, par exemple, le travail non déclaré ou illégal s'avère le plus souvent lié aux travail-

leurs étrangers, probablement à cause de l'arrivée massive des migrants sans papier dans les pays de la Méditerranée ces dernières années.

Enfin, l'intérêt majeur de la terminologie comparée est de mettre en évidence la façon dont se développe le réseau des relations entre concepts et termes non seulement dans chacune des deux langues mais aussi entre les deux langues. Ainsi, pour « travail » comme pour « sécurité » il existe deux termes associés dans chaque langue, qui ne sont pas pour autant directement et uniquement l'un l'équivalent de l'autre. C'est en examinant la prosodie sémantique et la préférence sémantique de chaque terme dans son contexte lexical habituel qu'on arrive finalement à établir les équivalences interlinguistiques pertinentes. Cependant, il serait à la fois intéressant et nécessaire de prolonger cette étude contrastive vers d'autres catégories grammaticales (par exemple verbes et adverbes), mais aussi vers des collocations plus étendues et des concepts plus variés, afin de pouvoir avoir une vue plus complète sur les phénomènes du discours administratif.

BIBLIOGRAPHIE

- Anderson, W. (2006). *The phraseology of administrative French. A corpus-based study*. Amsterdam/New York : Rodopi.
- Aston, G. (1999). Corpus use and learning to translate. *Textus*, 12, 289-313.
- Austermühl, F. (2001). *Electronic tools for translators*. Manchester and Northampton : St. Jerome.
- Baker, P. (2006). *Using Corpora in Discourse Analysis*. London/New York : Continuum.
- Bomati, Y. (ed.) (2008). *L'administration en bons termes*. Paris : Vuibert.
- Bourigault, D. & Slodzian, M. (1999). Pour une terminologie textuelle. *Terminologies nouvelles*, 19, 29-32.
- Brezina, V. (2018). *Statistics in Corpus Linguistics. A Practical Guide*. Cambridge : Cambridge University Press.
- Condamines, A. (2018). Nouvelles perspectives pour la terminologie textuelle. In J. Altmanova, M. Centrella & K.E. Russo (eds.), *Terminology and Discourse*. Berlin : Peter Lang.
- Frérot, C. & Pecman, M. (2021). Introduction à la place des corpus et des outils numériques pour l'étude des langues de spécialité. In C. Frérot & M. Pecman (eds.), *Des corpus numériques à l'analyse linguistique en langues de spécialité* (pp. 11-33). Grenoble : Université Grenoble Alpes Éditions.
- Gaudin, F. (2003). *Socioterminologie. Une approche sociolinguistique de la terminologie*. Bruxelles : De Boeck/Duculot.
- Holmes-Higgin, P., Ahmad, K. & Sibte Abidi, R. (1994). A description of texts in a corpus : "Virtual" and "real" corpora. In W. Martin, W. Mejis, M. Moerland, E. Ten Pas, P. van Sterkenburg & P. Vossen (eds.), *EURALEX 1994 Proceedings* (pp. 390-402). Amsterdam : Vrije Universiteit.
- Humbley, J. (2018). *La néologie terminologique*. Limoges : Lambert-Lucas.
- Kilgariff, A., Baisa, V., Bušta, J. & Jakubiček, M. (2014). The Sketch Engine : Ten Years On. *Lexicography*, 1, 7-36. DOI : 10.1007/s40607-014-0009-9.
- Lampropoulou, M. & Oikonomou, G. (2018). Modèles théoriques d'administration et schémas de réforme de l'État en Grèce. *Revue Internationale des Sciences Administratives*, 84 (1), 111-129. DOI : 10.3917/risa.841.0111.
- L'Homme, M.-C. (2004). *La terminologie : principes et techniques*. Montréal : Les Presses de l'Université de Montréal.
- L'Homme, M.-C. (2005). Sur la notion de « terme ». *Meta*, 50 (4), 1112-1132. DOI : 10.7202/012064ar.
- Louw, W.E. (1993). Irony in the Text or Insincerity in the Writer ? – The Diagnostic Potential of Semantic Prosodies. In M. Baker, G. Francis & E. Tognini-Bonelli (eds.), *Text and Technology : In Honour of John Sinclair* (pp. 157-176). Amsterdam : John Benjamins.
- McEnery, T. & Hardie, A. (2012). *Corpus Linguistics : Method, Theory and Practice*. Cambridge : Cambridge University Press.
- Pantazara, M. & Tziafa, E. (2018). Les termes de la crise économique grecque dans les corpus. *Meta*, 63 (3), 739-765. DOI : 10.7202/1060171ar.
- Pavel, S. & Nolet, D. (2001). *Précis de terminologie*. Canada : Bureau de la traduction.
- Raus, R. (2013). *La terminologie multilingue*. Bruxelles : De Boeck.
- République française (2016). L'accès aux documents administratifs et la réutilisation des informations publiques (Article L300-2). *Code des relations entre le public et l'administration*. <https://www.legifrance.gouv.fr/> [accès : 19.12.2022].
- Sinclair, J. (1991). *Corpus, concordance, and collocation*. Oxford : Oxford University Press.
- Sinclair, J. (1996). The search for units of meaning. *Textus*, 9, 75-106.
- Stubbs, M. (2001). *Words and Phrases*. Oxford : Blackwell.
- Tognini-Bonelli, E. (2001). *Corpus Linguistics at Work*. Amsterdam : John Benjamins.

- Varantola, K. (2003). Translators and Disposable Corpora. In F. Zanettin, S. Bernardini & D. Stewart (eds.), *Corpora in Translator Education* (pp. 55-70). Manchester : St. Jerome.
- Zanettin, F. (1998). Bilingual Comparable Corpora and the Training of Translators. *Meta*, 43 (4), 616-630. DOI : 10.7202/004638ar.
- Zanettin, F. (2002). DIY Corpora : The WWW and the Translator. In B. Maia, J. Haller & M. Urlrych (eds.), *Training the Language Services Provider for the New Millennium* (pp. 239-248). Porto : Faculdade de Letras, Universidade do Porto.

SITOGRAFIE ET CORPUS

Diavgeia. <https://diavgeia.gov.gr/>.

Légifrance. <https://www.legifrance.gouv.fr/>.

Sketch Engine. <https://sketchengine.eu/>.